ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS (93) - 7° CIRCONSCRIPTION MONTREUIL - ROSNY-SOUS-BOIS

FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

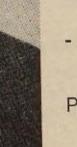


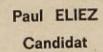
F. G. D. S.

regroupant sous la présidence de François MITTERRAND :

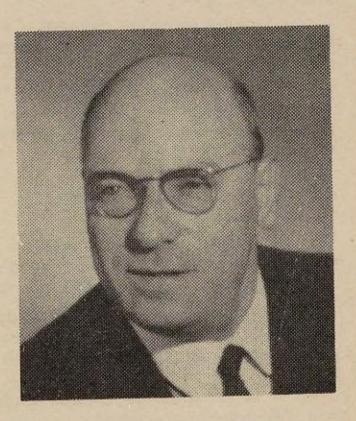
- LE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.
- LE PARTI RADICAL-SOCIALISTE
- LA CONVENTION DES INSTITU-TIONS REPUBLICAINES
- LES CLUBS.

PRESENTENT :





Artisan peintre en bâtiment. Membre de la Commission Exécutive de la Fédération Seine-St-Denis F.G.D.S.



Adolphe HERMAN Suppléant

Artisan tailleur.

Administrateur de la Caisse des Ecoles.

Ancien de la 2º D.B.

Carte de la France Libre

Combattant volontaire de la résistance.

Electrices, Electeurs,

Gouverner, dit-on, c'est prévoir. Or, après dix ans de pouvoir absolu, sans contrôle, les hommes en place doivent présenter leur bilan. La preuve est faite qu'en supprimant tout dialogue constructif avec les élus du peuple et avec les organisations professionnelles, ils ont acculé ce pays au chaos et à une crise très grave.

En mars 1967, et en septembre 1967, Paul ELIEZ affirmait que cette prétendue stabilité dont se prévalait le candidat officiel du Pouvoir n'avait servi qu'à frapper sans pitité, les unes après les autres, toutes les catégories sociales : ouvriers, artisans, commerçants, retraités, fonctionnaires, agriculteurs, enseignants, etc...

La stabilité dont s'est prévalu le Pouvoir pendant dix ans n'a servi qu'à asseoir la toute-puissance de quelques privilégiés et de confier votre sort à quelques technocrates ayant perdu le sens des réalités humaines sur lesquelles se fonde votre existence quotidienne.

C'est ainsi que le Pouvoir a acculé de nombreuses fractions de l'opinion à la colère, et de la colère à la violence le chemin était court.

Ainsi, les Paysans ont barré les routes.

Ainsi, les Ouvriers ont décidé la grève générale.

Ainsi, les Etudiants ont occupé les Universités.

On vous avait donné à choisir entre le pouvoir absolu d'un homme ou le chaos. Nous avons eu la toute-puissance sans frein et le chaos. Aujourd'hui, le pays est plongé dans une crise grave, et à l'instant de déposer votre bulletin dans l'urne, la seule question que vous devez vous poser est la suivante : « Comment sortir de cette situation et rendre aux Français la paix civile ? »

Il faut dégager une majorité de démocrates afin de rénover dans tous les domaines les dialogues nécessaires.

Il faut que cette majorité soit composée d'hommes d'équilibre, car, entre la dictature et l'anarchie, il s'agit d'imposer l'ordre républicain véritable, fondé sur la justice et la liberté.

Il faut que cette majorité affirme les nécessités du progrès social le plus audacieux car il s'agit de répondre aux légitimes espérances des couches sociales dont le pouvoir d'achat n'a cessé de se détériorer.

Par la procédure des Ordonnances anti-sociales, le Gouvernement n'a pris, pour faire face au chômage que lui avait pourtant annoncé la Commission de la main-d'œuvre du V^e Plan, que des mesures inefficaces et sans résultats. Ainsi, les demandes d'emploi, officiellement enregistrées, ont augmenté de plus de 62 %.

Or, les remèdes existent. Ce sont ceux que nous proposons : la réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, avec amélioration des taux de pension, la formation profession-nelle et le recyclage, la création d'emplois nouveaux, surtout dans le secteur tertiaire, dont la nécessité est particulièrement évidente dans notre région.

De même dans le secteur de l'Education Nationale où la crise a éclaté ; il est bien évident que la succession de onze ministres en dix ans a abouti à cette révolte générale de l'Université. Qui donc est responsable ?

Rappelez-vous que, pendant ces dix ans, les enseignants, les syndicats, les fédérations de parents d'élèves, les étudiants, ont en vain réclamé les crédits nécessaires et une vraie démocratisation de l'Enseignement.

En serions-nous arrivés là si on nous avait écoutés quand nous disions qu'il fallait faire de l'Education Nationale la priorité des priorités ?

AUJOURD'HUI, NOUS PROPOSONS COMME MESURES DE PREMIERE URGENCE :

- Un programme accéléré de constructions scolaires, des locaux en nombre suffisant, équipés d'un matériel scientifique et audio-visuel moderne, ce qui implique la nationalisation de tous les C.E.S. pour uniformiser les dotations, les structures administratives et pour alléger d'autant les collectivités locales.
- la création de postes budgétaires d'enseignants, et la limitation du nombre des élèves par classe afin d'assurer une orientation sérieuse et continue, avec la collaboration de médecins ; la remise en question des programmes, des méthodes, des critères d'appréciation : la nécessité de la sélection ne doit pas aboutir à un système absurde de barrages et de bachotage.

Nous demandons enfin que l'enseignement, sans sacrifier la culture, soit ouvert sur le monde du travail, et que soit étudié, en collaboration avec les responsables de l'économie, de l'industrie, du monde agricole, des professions libérales, des Chambres de Métiers, le problème capital des débouchés.

Paul ELIEZ répond à toutes ces exigences nationales qu'impose la situation.

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F.G.D.S.), il sait que de nombreux républicains de progrès, ceux que l'on appelle centristes, sont, comme lui, attachés à l'ordre, à la liberté, à la justice sociale et au progrès.

La gauche non communiste et tous ceux, quelle que soit leur étiquette, qui acceptent ces objectifs de paix civile et de réalisations constructives, constituent, dans cette circonscription comme dans toute la France, une majorité d'hommes de bonne volonté, de mesure, d'équilibre.

C'est cette majorité-là qui, seule, peut nous sortir du marasme actuel et rendre à la France et aux Français la confiance dans leur destin.

Dès le premier tour, conscients des responsabilités que confère la situation à chaque citoyen,

- ONT CONDUITS LA OU NOUS SOMMES,
- VOUS CHOISIREZ LA VOIE LA PLUS SURE ENTRE LES EXTREMISTES QUI MENACENT L'ORDRE REPUBLICAIN.
 - VOUS ELIREZ LE CANDIDAT DE L'ESPERANCE ET DU PROGRES SOCIAL :

Paul Ellez

un homme jeune, compétent, efficace

LE CANDIDAT DU PROGRES, DE LA LIBERTE, DE LA JUSTICE.

(F. G. D. S.)

Suppléant : Adolphe HERMAN

VU LE CANDIDAT.

Dépôt Légal nº 663 - 2º trim. 1968 - Omnès & Cie, Paris-9º.